

LA CRISE DU COVID-19 ET LES PME/PMI AU CAMEROUN

Par André Kwam

Président de la Commission PME et Financement du Secteur Privé

GICAM

De tous les avis d'entrepreneurs avisés et d'experts, la place des PME/PMI au sein du tissu économiques des nations contemporaines est prépondérante et d'ordre majeur. Dans les économies dites développées, elles sont en général dans le sillage des grandes entreprises, qui fournissent leurs cahiers de commande, et se développent dans des secteurs de production où elles présentent plus d'avantages que les grandes entreprises du fait de leurs atouts naturels en termes de taille et de flexibilité. Sur le plan social, leur importance dans ces économies n'est plus à démontrer en ce qui concerne la qualité et la diversité de la production nationale, la résorption de l'épineux problème de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Au 16 Avril 2020, la pandémie du coronavirus, encore appelé COVID-19, qui sévit depuis près de quatre mois, avec ses 2 069 819 cas confirmés dans le monde, dont 517 931 cas guéris et 137 193 décès, présente à ce jour, une moyenne de décès par jour d'environ 1150 personnes. Le coronavirus reste ainsi le plus grand tueur silencieux de l'histoire récente de l'humanité.

En Afrique, et plus particulièrement au Cameroun, bien qu'il soit également admis de façon unanime que les PME / PMI devraient avoir le même rôle social et la même envergure que dans les économies de pays développés, force est de constater que pour un certain nombre de raisons conjoncturelles et surtout structurelles la PME/PMI en Afrique et au Cameroun, a du mal à se développer. Malgré l'énorme champ de possibilités que lui offre la demande nationale potentielle, et le foisonnement des initiatives prises çà et là pour son développement, force est malheureusement de constater que 80 % d'entre elles font faillite au bout de deux années d'existence (1).

Habituellement, et en l'absence de toute contrainte majeure de l'envergure de la pandémie actuelle du COVID-19, la PME/PMI en Afrique, et de façon plus spécifique au Cameroun, fait face à un certain nombre de problèmes récurrents et connus dont les cinq majeurs devraient porter sur:

1. Un cadre institutionnel national, inadéquat, qui au Cameroun comme dans la plupart des pays africains, ne définit pas toujours de façon claire, cohérente et coordonnée, une politique structurée et offensive, en faveur du développement et de la protection des PME / PMI, notamment en ce qui concerne l'incitation des Etats à les orienter vers l'agriculture, l'édiction d'une fiscalité qui leur est spécifique et avantageuse, et l'absence de toute discrimination en matière des importations en vue de favoriser la production nationale.

2. Sa difficulté à se structurer pour implémenter en son sein, une véritable gouvernance d'entreprise
3. Sa très grande difficulté à accéder au Capital, malgré le fait qu'en général, son objet social soit pertinent.
4. Sa difficulté à voir son carnet de commande fourni en priorité par les grands donneurs d'ordre qui naturellement devraient être pour elle, les grandes entreprises et l'Etat.
5. Son accès difficile à une main-d'œuvre qualifiée ou de haut niveau

Depuis quelques semaines, à l'instar des autres pays africains, le Cameroun fait partie des pays les plus touchés par la pandémie du Coronavirus en Afrique, avec comme corolaire, le confinement depuis plus de quatre semaines de tout le secteur éducatif national, et une psychose généralisée qui s'est emparée d'une bonne partie de la population active et des opérateurs économiques, du fait d'une peur effroyable de ces derniers à la contamination au coronavirus. A ces effets s'est ajoutée une forte réduction du niveau des échanges nationaux et internationaux, causée par la fermeture plus ou moins partielle des frontières, et la limitation des voyages inter et intra urbains.

Cette crise sanitaire internationale sans précédent s'est immédiatement transformée en grave crise économique mondiale, venant pour le cas spécifique du Cameroun, se rajouter à des crises déjà non moins importantes comme celle de la lutte contre le Boko Haram, de la guerre civile du NOSO.

La crise internationale du COVID-19 rajoute ainsi au Cameroun, au moins deux nouvelles problématiques, à savoir celle de la préservation au maximum de la vie des citoyens, et concomitamment, celle non moins cruciale de la garantie de la résilience à cette crise, des entreprises en général et des PME/PMI en particulier.

Selon la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, «L'Afrique risque d'être l'un des continents les plus touchés par la pandémie de coronavirus qui sévit actuellement, avec comme conséquence actuellement prévisible, un taux de croissance en fin 2020 de 1,8 % contre 3,2 % projeté avant le début de la fameuse pandémie, ce, fort du fait d'une progression très rapide de la maladie en Afrique pouvant contraindre les gouvernements à mettre en place des mesures drastiques qui provoqueraient nécessairement une récession». Au Cameroun, ce taux de croissance de l'économie devrait chuter de 0,2 à 3%, selon l'ampleur des effets de crise du COVID-19 (2). Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), près de 25 millions d'emplois dans le monde pourraient être perdus à cause du COVID-19, du fait de la forte baisse du niveau d'activité des entreprises, et très probablement, de la faillite de plusieurs d'entre elles.

Pour faire face à la crise du COVID-19, au moins deux séries de mesures doivent nécessairement être prises, implémentées avec professionnalisme et dans les délais.

D'abord dans l'urgence.

Dans l'urgence et de façon immédiate, des réponses réfléchies, fermes, et coordonnées doivent être prises à la fois pour atténuer l'impact de cette crise sur la survie des populations et des entreprises, à défaut de la stopper, l'Etat devrait à cet effet, accorder une importance particulière aux propositions faites par le GICAM. En cas de réponse coordonnée au niveau international, sous-régional et national, comme ce fut le cas lors de la crise financière mondiale de 2008-2009, l'impact sur les populations, les entreprises en général, et les PME/PMI en particulier pourrait être réduit de manière significative de façon à amoindrir le péril. Dans ce cadre, et pour ce qui est de la préservation de la vie des populations, les mesures édictées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'expérience tirée de la stratégie de lutte des pays asiatiques et européens devraient édifier les pays africains et le Cameroun en particulier. Dans une synergie interne sans précédent, et à l'instar de tous les autres pays du continent, le Cameroun devrait associer sans réserve et sans limite aucune, toutes ses forces vives à la riposte immédiate à mener contre la propagation de cette pandémie.

Réagissant promptement face à la crise du COVID-19, le Fonds Monétaire Internationale (FMI), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Banque Islamique de Développement (BID) etc., ont promptement annoncé et montré leur disposition à apporter leur appui aux stratégies de riposte immédiate des pays en développement.

En collaboration avec la Société Financière Internationale (SFI), la Banque Mondiale, a mis en œuvre depuis le 02 Avril 2020, trois projets de financement de la riposte des pays en développement contre les effets économiques du COVID-19. A cet effet, le projet de financement de la riposte sur le plan sanitaire est effectif, le lancement du financement de son 2^{eme} projet portant riposte économique des pays en développement ayant été effectif depuis le 03 Avril 2020, bien que n'étant destiné qu'à 25 pays dans le monde (Le Cameroun ne faisant malheureusement pas partie de cette première vague). Elle prévoit dans les 15 mois avenir, le déblocage du financement de son 3^{eme} projet d'appui à la riposte économique des pays en développement. Ce 3^{eme} projet va concerner 40 pays parmi lesquels le Cameroun et intégrer un appui aux PME/PMI.

Dès le 03 Avril 2020, bien que ne faisant pas partie du premier projet de la Banque Mondiale, le Rwanda, du fait de sa pro activité, a été le premier pays africain à obtenir du FMI un financement COVID-19 de 109 millions de dollars, dans le cadre de sa double riposte sanitaire et économique immédiate contre

les effets de la fameuse pandémie. Plusieurs autres pays africains dans son sillage ont adopté la même démarche, fort de ce que des 22 Milliards de dollars que le FMI compte débloquer pour lutter contre le COVID-19 depuis le 04 Mars 2020, 10 sont orientés vers les pays en développement pour un prêt au taux Zéro. Ces prêts sont assortis de conditions qui pourraient bien mettre le Cameroun à l'écart.

Ces institutions internationales suggèrent que ces mesures immédiates et urgentes qui sur le plan international, sous-régional et national sont déjà en cours d'implémentation, s'élargissent à la protection sociale, au soutien effectif et consubstantiel aux entreprises, et en particuliers aux PME/PMI, en matière du maintien des emplois (comme par exemple le travail à temps partiel, les congés payés pour faciliter le confinement du personnel, ou d'autres aides), ainsi qu'un allégement fiscal et financier. Elles suggèrent également des mesures fortes en matière de politiques fiscales et monétaires ainsi que des prêts et un soutien financier pour des secteurs économiques ciblés. Cette dernière mesure se traduirait par exemple par la mise en place d'un fonds spécial d'appui aux PME/PMI et d'un fonds de garantie dédié dotés d'une enveloppe conséquente. L'Etat devrait dans ces circonstances, orienter en priorité son carnet de commande vers les entreprises nationales. Les propositions (plus explicites) du GICAM au Gouvernement du Cameroun vont en droite ligne des recommandations en question.

Dans un second temps,

A la suite de l'implémentation des mesures urgentes, de façon réaliste, la deuxième série de mesures à prendre laisse entrevoir plusieurs cas de figure :

En se basant sur différents scénarii de l'impact du COVID-19 sur la croissance économique mondiale et par ricochet celle du Cameroun, on pourra évoquer :

La projection d'une crise sanitaire et économique de courte durée, bien que de forte amplitude, avec un impact maîtrisé sur l'activité des entreprises et sur une hausse du chômage de courte durée (scénario le plus optimiste).

La projection d'une crise sanitaire et économique de forte amplitude, de moyenne à longue durée, avec un impact plus significatif sur l'activité des entreprises, la faillite de plusieurs d'entre elles, et un taux de chômage élevé. (Scénario pessimiste).

Dans les deux scénarii, et s'agissant plus spécifiquement du Cameroun, le travail indépendant (secteur informel), qui sert souvent à atténuer l'impact des bouleversements, pourrait ne pas jouer ce rôle cette fois-ci en raison des restrictions de mouvement auxquelles les populations sont soumises. La baisse du nombre d'emplois va aussi entraîner des pertes massives en matière de revenus pour les travailleurs, se traduisant par une chute de la consommation

des biens et des services, qui impactera à son tour les perspectives des entreprises et des économies.

Dans les deux cas, des réponses techniques, financières, politiques, rapides et coordonnées doivent être conçues dès à présent et implémentées. Comme le dit Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, «Il ne s'agit plus seulement d'une crise sanitaire mondiale, c'est aussi une crise grave en matière d'emplois ainsi qu'une crise économique majeure qui est en train d'avoir un impact considérable sur les populations», «En 2008, le monde avait présenté un front uni pour s'attaquer aux conséquences de la crise financière mondiale, et le pire avait pu être évité. Nous avons besoin de ce même rôle moteur et de cette même résolution à l'heure actuelle», ajoute-t-il.

«En temps de crise comme c'est le cas actuellement, nous disposons de deux outils essentiels afin d'atténuer les dégâts et de restaurer la confiance publique. D'abord, le dialogue social, les discussions avec les travailleurs et les employeurs et leurs représentants sont cruciales pour instaurer un climat de confiance et obtenir du soutien pour les mesures que nous devons prendre pour surmonter cette crise. Deuxièmement, les normes internationales du travail constituent un socle fiable et éprouvé pour des réponses politiques centrées sur une reprise durable et équitable. Tout doit être fait pour minimiser les dégâts causés à l'humanité dans ces temps difficiles», conclut Guy Ryder.

La double crise du COVID-19 appelle des solutions extrêmement novatrices et urgentes, que ce soit pour l'arrêter et conjurer ses effets dans l'immédiat, ou pour redonner vie à la société et aux entreprises, afin de palier ses effets de court ou de moyen terme.

De l'avis de tous les experts, les effets cataclysmiques de cette crise sont tel que le monde et l'environnement économiques après la pandémie du COVID-19 ne seront plus jamais les mêmes qu'aujourd'hui. Cette projection partagée de tous ouvre nécessairement un nouveau paradigme sur l'essence et la quintessence même de la nouvelle entreprise. Malgré son aspect plus que tragique, la crise du COVID-19 pourrait être le terreau sur lequel naîtra la nouvelle PME/PMI, fort des opportunités sans précédent que ses effets offrent aux entreprises de toute taille et particulièrement aux PME/PMI. Dès lors, il revient à l'ensemble des créateurs de richesse, et particulièrement à ceux d'Afrique et du Cameroun, d'opérer la mue nécessaire afin de d'appréhender ces opportunités et de les matérialiser en affaires.

La crise actuelle dite du COVID-19 est atypique. A la fois pandémie et crise économique mondiale sévère, elle est sans précédent dans l'histoire du monde contemporain. Dès lors, prévoir de façon exhaustive ses effets afin d'en préparer des stratégies planifiées de riposte devient ardu. Sa gestion appelle beaucoup de sang froid, et requiert nécessairement des actions globales et locales, à la fois urgentes, planifiées et très concertées, sous la houlette de personnes très avisées.

Malgré les appels et dénonciations maintes fois répétés des experts de tout bord, le Cameroun, comme la plupart des pays africains s'est presque volontairement spécialisé dans l'exportation des matières premières brutes, extravertissant de facto son économie. Avec le ralentissement actuel de la production industrielle dans le monde, le cours de ces matières premières s'est effrité, mettant très à mal les recettes publiques de beaucoup d'Etats africains. Certains produits exportés brut comme le café ont vu leur cours dégringoler, cette denrée étant massivement consommée en milieu professionnel et dans les lieux publics de restauration, malheureusement en forte baisse d'activité aujourd'hui dans le monde.

Avec la rareté du personnel dans le secteur agricole du fait du confinement et la désorganisation de tous les systèmes de transport dans le monde, de plus en plus de pays font de très importants stocks de produits agricoles pour mettre leur marché intérieur à l'abri d'une pénurie et de la surchauffe des prix de ces produits habituellement bases de la nutrition des populations dans le monde et surtout en Afrique. Dès lors, les prix de ces denrées, à l'instar du blé et du riz connaissent depuis quelques semaines, une montée vertigineuse sur le marché international.

Au Cameroun comme dans la plupart des pays africains, l'importation des denrées alimentaires est depuis plusieurs années croissante, et participe de façon flagrante au déséquilibre de la balance commerciale, sans qu'une politique vigoureuse pour inverser cette tendance soit initiée. A la baisse des recettes due à la plongée des prix de matières premières sur le marché international, va certainement s'ajouter une sortie massive de devises du pays pour l'importation des denrées alimentaires plus chères, avec les conséquences sociales qu'un tel état de fait peut engendrer, si la subvention de l'Etat n'intervient pas rapidement pour maintenir le prix de ces produits à leur niveau habituel sur le marché camerounais. On pourrait alors aisément se retrouver devant une crise supplémentaire de la faim comme ce fut le cas en 2008.

Depuis plus d'une décennie, le Cameroun mène une interminable guerre contre le Boko haram avec des effets très lourds sur la dépense publique. A celle-ci s'est ajoutée depuis près de quatre ans, la crise du NOSO dont l'impact sur le budget de l'Etat n'est pas des moindres.

Dans son budget 2020, le Cameroun qui est actuellement sous programme avec le FMI comptait rembourser 1011,9 milliards de francs CFA de dette, dont 472,2 pour la dette extérieure contre 539,7 pour la dette intérieure, constituée à 36% de titres publics émis sur le marché des capitaux par l'Etat. Il est certain qu'avec la contraction des recettes publiques due à la double crise du COVID-19, ces prévisions ne seront pas atteintes, bien qu'à l'issue de leur réunion du 28 Mars 2020 à Brazzaville, l'ensemble des pays de la Cemac aient pu obtenir l'annulation d'une très petite partie de leurs dettes extérieures, et un sursis d'un an pour la reprise du service de la dette de la plus grosse partie. Face à cette

tension financière née de la crise du COVID-19, il ya fort à parier que les 64% de la dette intérieure, soit 345,408 milliards, qui sont dus par l'Etat au secteur productif national subisse une coupe plus que frange au détriment des entreprises camerounaises, dont les plus menacées seront certainement les PME/PMI, du fait de leurs faibles capacités financières légendaires.

En tout état de cause, comme à l'issue des autres crises d'envergure, les états africains devront payer un lourd tribut à la double crise dite du COVID-19, et ce, malgré la solidarité annoncée des institutions financières et sanitaires internationales, et des pays développés. Alors que cette crise n'en est qu'à ses débuts, les pays africains, à l'instar du Cameroun, en plus des pertes en vies humaines, subissent déjà de plein fouet, la chute des recettes publiques. Dans un tel contexte, le Cameroun, mieux que beaucoup d'autres pays, ne devra faire l'économie d'aucune de ses forces vives, pour mettre sur pieds, une stratégie intelligente, efficace et proactive de gestion de la double crise du COVID-19. Il devra plus que jamais se mettre en position d'appeler à la solidarité des puissances amies pour se tirer d'affaire.

En tirant des leçons de cette nième crise, Le Cameroun, comme les autres pays africains doit, aujourd'hui plus que jamais, s'engager dans un véritable processus de gouvernance moderne de la chose publique. Il devra entamer le processus de structuration de son économie, en y opérant de façon effective, sa nécessaire diversification afin de ne plus être à la merci de la chute des prix de quelques matières premières. De même, le développement d'infrastructures dédiées et fiables, et d'une politique sociale des plus adéquate est plus que jamais à l'ordre du jour, avec bien évidemment à la base, l'instauration d'un cadre institutionnel des plus attractifs de l'investissement et des plus garantes des libertés publiques. Dans la même lignée, le Cameroun devra garantir son auto suffisance alimentaire au travers d'une véritable promotion de la culture des produits vivriers locaux. Un tel déploiement, par exemple sur le plan agricole, (ainsi que sur bien d'autres plans), peut certainement être un creuset de développement de véritables PME/PMI agricoles tant attendues dans ce pays, ce, en espérant vivement que la pandémie du COVID-19 ne soit que de courte, voire de très courte durée.

(1) Investir au Cameroun. www.investiraucameroun.com/entreprises/1611-6892-80-des-entreprises-creees-au-cameroun-disparaissent-au-bout-de-2-ans-selon-le-dg-d-ecam

(2) Investir au Cameroun. www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2603-14259-en-2020-la-croissance-economique-au-cameroun-devrait-chuter-de-0-2-a-3-selon-l-ampleur-du-coronavirus-cemac.